On ne peut faire reculer le gouvernement sans le soutien de toute la société, et sans projet républicain

Le jeudi 18 octobre a vu les premières manifestations syndicales depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir. Sans surprise, elles ont été massives. Répétition du mouvement de décembre 1995, ou bien baroud d'honneur ?

Comme toujours, les organisations syndicales influencées par les mouvances d'extrême gauche ont tenté de radicaliser le mouvement, notamment dans les transports, et de prôner une grève reconductible, dont ils pensaient qu'elle seule pouvait faire reculer ce gouvernement. Beaucoup plus prudente, mais aussi lucide, la CGT a poussé à la reprise du travail, dès le lendemain.

Ce n'est pas pour autant que la centrale dirigée par Bernard Thibaut est moins combative, elle sait tout simplement mesurer un rapport de forces.

On ne peut pas gagner un bras de fer avec le gouvernement, aujourd'hui, si on n'a pas l'opinion avec soi.

En 1995, tout le monde était derrière les cheminots, pendant un mois. Le discours de Chirac, sur la fracture sociale, lors de la présidentielle, puis son brutal reniement, quelques semaines plus tard, avait laissé des traces. Les citoyens de ce pays voulaient le lui faire payer à la première occasion, et ce fut le mouvement de novembre-décembre.

En 2003, les organisations syndicales ont subi une défaite spectaculaire, sur les retraites, malgré six jours de grève générale. Les syndicats enseignants, avec des problèmes spécifiques, avaient été jusqu'à onze jours d'arrêt de

travail. Pourtant, la seule mobilisation des services publics n'avait pas suffi à faire reculer le gouvernement Raffarin, et ce fut une défaite sévère et douloureuse pour le mouvement social.

Mais en 2006, sur le CPE, la mobilisation de toute la société, touchée par l'injustice de la mesure contre les jeunes salariés, avait impulsé une mobilisation qui avait fait reculer Villepin.

Aujourd'hui, quelques mois après la victoire de Sarkozy, les organisations syndicales qui ne veulent pas faire de la surenchère électoraliste savent bien qu'ils ne feront pas reculer le gouvernement, et que l'opinion comprend difficilement la défense des régimes spéciaux, quand les salariés du privé sont passés à quarante années en 1993.

Tout durcissement de la grève serait donc du pain béni pour le gouvernement, en isolant les grévistes d'une opinion hostile.

C'est ce que comprennent la CGT et d'autres organisations syndicales, qui vont essayer de limiter les dégâts, en négociant au mieux ce qui peut être sauvé, pour défendre les intérêts de leurs mandants.

Récemment, à une émission de radio animée par Pascale Fourier, sur Radio Aligre, l'économiste Jacques Sapir expliquait en partie le mouvement de décembre 1995 par les engagements présidentiels du candidat Chirac. Il convient de réfléchir à cette analyse juste, pour bien saisir les faiblesses actuelles du nouveau président.

Lors de sa campagne, où il a l'intelligence de s'appuyer sur Henri Guaino, Nicolas Sarkozy a rompu avec le discours libéral et communautariste qui était le sien, encore une année avant la présidentielle.

Il a compris, mieux que la gauche, l'attachement du peuple français aux valeurs de la République et de la Nation.

Il a osé, sur l'Europe, tenir des propos protectionnistes, en contradiction totale avec la politique de Bruxelles.

Sur les régimes spéciaux, lors du débat avec la candidate

socialiste, il a été très clair, il a dit ce qu'il ferait, quand Ségolène Royal parlait encore de réunir les partenaires sociaux dans une commission, et refusait de répondre clairement à la question.

Mais le grand décalage entre le discours et les actes de l'ancien président de l'UMP risque d'être sur les salaires, et plus largement sur le pouvoir d'achat.

Il a séduit beaucoup de Français d'origine modeste par son discours sur les heures supplémentaires, et son volontarisme, qui ont fait croire que finalement, le politique pouvait encore quelque chose sur l'économie, et qu'un président de la République, en France, avait encore des marges de manœuvre face à l'Europe.

Mais les prix des matières explosent, l'essence atteint des sommets, le pain augmente, les fruits et légumes n'ont jamais coûté si cher, les loyers ont décollé, les impôts locaux arrivent douloureusement dans les foyers. Dans le même temps, chacun constate qu'il ne suffit pas qu'un salarié dise à son patron qu'il veut travailler plus pour que cela se passe automatiquement. La croissance n'est pas là, et les cadeaux fiscaux faits aux plus aisés vont être difficiles à justifier, après les municipales, quand un plan de rigueur sera probablement mis en place.

Il est en tout cas un terrain où Nicolas Sarkozy ne peut que se réjouir de voir la gauche continuer à s'enfoncer : celui d'un antiracisme dévoyé qui se substitue à une absence de projet de société.

Dans un excellent article publié par Marianne en ligne, le journaliste Philippe Cohen montre la dérive de toute une mouvance qui se réfugie dans une bien-pensance parfois des plus discutables :

[http://www.marianne2.fr/ADN,-Guaino,-la-rechute-finale-de-la-gauche-_a79919.html -> http://www.marianne2.fr/ADN,-Guaino,-la-rechute-finale-de-la-gauche-_a79919.html]

Il est évident que tant que la gauche manquera de clarté sur des questions essentielles comme l'immigration, l'insécurité, et qu'elle donnera l'impression de défendre la régularisation de tous les sans-papiers, et de protéger le délinquant contre la police, Nicolas Sarkozy, qui sait que sur cette question, il a l'appui de l'opinion, pourra dormir tranquille sur ses deux oreilles.

Que dit la gauche quand le gouvernement, pour le plus grand profit du Medef, encourage une immigration choisie, dans une période de chômage de masse, pour tirer les acquis sociaux vers le bas, et faire pression sur les salariés de ce pays, français ou étrangers ?

Notre projet de société consiste-t-il à se battre pour le plein emploi, et dans ce cas, en période de chômage de masse, est-ce vraiment compatible avec la libre installation de tous les citoyens du monde, ou la régularisation de tous les sans-papiers, comme le réclame des franges de la gauche et de l'extrême gauche ?

Il est grand temps, si on veut sérieusement offrir une alternative, de mettre en avant les grands principes républicains, dans lesquels chacun se reconnaisse.

Faute de quoi, faute de vrai projet collectif commun, chacun se réfugiera dans la défense de ses seuls intérêts, le cancer communautariste continuera de ronger la cohésion sociale, et aucune lutte d'ensemble ne sera plus possible.

Les salariés du public, derniers bastions syndicaux, risquent de mener, seuls, des luttes défensives, où on risque de ne plus distinguer la défense des services publics, qui peut mobiliser l'ensemble de la population, et la défense d'intérêts plus catégoriels, qui ne fera pas bouger les autres citoyens.

Ce serait une aubaine pour ceux qui appellent ce gouvernement, à l'instar de l'ancien numéro deux du Medef, Kessler, dans le

magazine « Challenges », à briser les derniers vestiges du modèle français, incarnés dans le programme du Conseil National de la Résistance.

Lors de la dernière élection présidentielle, chacun s'accorde à dire que Nicolas Sarkozy a infligé une défaite idéologique à la gauche.

Mais le 29 mai 2005, c'est le peuple de ce pays qui a infligé une défaite idéologique à Sarkozy et à tous les fatalistes qui nous expliquent qu'on ne peut plus rien faire contre l'Europe libérale. Les manœuvres d'appareil, mais aussi l'incapacité de proposer une issue concrète à cette victoire, comme une sortie d'une Europe irredressable, ont dévoyé cette victoire, et découragé de nombreux militants.

C'est en s'appuyant sur la réalité profonde de ce vote de mai 2005, porteur de l'attachement à la Nation, à la République et à toute la spécificité du pays de la Révolution et des Lumières, qu'on pourra, à notre tour, infliger une défaite idéologique à Nicolas Sarkozy.

Pierre Cassen